

Le Landrat du Kreis Trier-Saarburg fâche le gouvernement luxembourgeois

Un commentaire posté sur Facebook par le chrétien-démocrate a causé un certain mécontentement. Le Vice-Premier ministre François Bausch s'oppose à ce qu'il considère comme une ingérence dans la politique intérieure du Grand-Duché.

Un article de BERND WIENTJES

TREVES/LUXEMBOURG Günther Schartz(CDU/photo), Landrat du Kreis Trier-Saarburg, a provoqué la colère du gouvernement luxembourgeois par un commentaire posté sur Facebook en réaction à un post de Karl-Heinz Frieden, Directeur de l'Alliance des villes et communes de Rhénanie-Palatinat, sur la gratuité prochaine des transports publics au Luxembourg.

Frieden avait partagé l'article du site web archdaily.com, un site spécialisé en architecture, sur les projets du pays voisin après l'avoir pourvu du titre suivant « Notre voisin le Luxembourg est un pionnier ». Commentaire de Günther Schartz : « En vertu de quoi ? On met la gratuité en œuvre sans consulter les voisins, ce qui les force à agir. Avec la pression sur les prix qui en résultera, ce sont les Landkreis et les communes qui vont devoir payer les pots cassés. »

Le Luxembourg va encore, selon lui, « tirer son épingle du jeu, comme avec l'impôt sur le revenu ». Plus loin, il ajoute « Cette manière de procéder à sens unique n'est pas le signe d'un esprit pionnier, au contraire, tout cela se fait à nos dépens. »

Au Luxembourg, les commentaires du Landrat ont été accueillis avec mécontentement. François Bausch, Ministre des transports et Vice-Premier ministre, a réagi avec colère auprès du Trierischer Volksfreund : on s'étonne beaucoup de tels commentaires, « étant donné qu'il s'agit d'une mesure qui relève exclusivement de la politique intérieure du Grand-Duché. »

Le Ministre (Parti des Verts) ajoute : « Nous ne nous immisçons pas dans la politique intérieure allemande et nous partons du principe que la réciproque devrait s'appliquer ». Et il évoque les « excellentes relations » avec le gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat, qu'il a eu l'occasion de ressentir encore récemment lors d'un Conseil des ministres commun, soulignant « la grande unité d'opinion qui régnait en ce qui concerne la coopération transfrontalière ».

Lors de la rencontre, le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel a donné une fin de non recevoir à la revendication formulée conjointement par Günther Schartz, Joachim Streit (Landrat de Bitburg-Prüm) et par le Maire de Trèves Wolfram Leibe, en vue d'obtenir une compensation pour les impôts sur le revenu payés au Luxembourg par les frontaliers qui vivent ici. Les trois élus réclament au total 30 millions d'euros au Luxembourg.

Contacté par le Trierischer Volksfreund, Günther Schartz ne démord pas de sa critique. Il déclare vouloir montrer que la gratuité des transports au Luxembourg va rendre obligatoire un ajustement du prix des billets pour les navetteurs de la région de Trèves. Il affirme ne pas vouloir remettre en

cause les relations de bon voisinage par cet appel, mais il estime qu'« entre bons voisins, on doit pouvoir se dire les choses telles qu'elles sont ».

En outre, Günther Schartz réclame une réforme de l'accord germano-luxembourgeois sur la double imposition, afin d'améliorer les recettes des communes frontalières allemandes en matière d'impôt sur le revenu. Cette revendication fait l'objet d'une motion déposée par la section CDU de Trier-Saarburg au Congrès fédéral du parti à Leipzig, qui commence aujourd'hui même.